

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Adere: divorce définitivement consommé

LA discorde au sein de l'Alliance démocratique et républicaine (Adere) est devenue un lointain souvenir, tous les protagonistes s'étant pliés au rendu de la Cour d'Appel de Libreville. Le dernier "dissident", Victor Missanda, a été élu à la tête de l'Udere.

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

TOUT est désormais clair. La feuilleton politico-judiciaire à l'Adere a définitivement pris fin samedi, avec le tout premier congrès de l'Union démocratique et républicaine (Udere), parti qui aura à sa tête Victor Missanda, un des contestataires de la paternité de Didjob Divungui Di Ndinge sur l'Adere. Cela malgré, une décision, plutôt en sa faveur, de la Cour d'Appel de Libreville. Le divorce entre ses amis d'hier et lui, devenus dissidents, est pour ainsi dire consommé.

Désormais, il n'y a plus, du moins de manière officielle, de contestataire au sein de l'Adere.

Avant Missanda, Florentin Moussavou, un des hauts cadres de l'Adere, rentré aussi en dissidence contre Divungui, a plus ou moins pris la même initiative. Notamment en créant Conscience et Action Citoyenne (CAC). Désormais, il n'y a plus, du moins de manière officielle, de contestataire au sein de l'Adere.

Cette bataille politico-judiciaire était à mettre à l'actif du positionnement politique querellé dudit parti. Pour rappel, peu avant la Présidentielle anticipée de 2009, le fondateur de l'Adere avait décidé de façon unilatérale de soutenir l'opposition. De quoi susciter l'ire de ses lieutenants qui, eux, avaient préféré être derrière le candidat du Parti démocratique gabonais (PDG), Ali Bongo Ondimba. Un scénario qui s'est répété au scrutin de 2016.

Les choses ont désormais le mérite d'être claires. CAC et l'Udere se revendiquent du camp présidentiel. Et l'Adere de l'opposition radicale.



Photo: RAD

Des militants de l'ADERE lors d'une activité à Port-Gentil.

Comment améliorer la gestion des processus électoraux ?

À l'initiative du Centre d'appui électoral européen (ECES), les acteurs électoraux gabonais prennent part, depuis hier à l'hôtel hibiscus de Libreville, à un atelier lié à cette problématique.

Abel EYEGHE EKORE
Libreville/Gabon

LE Centre européen d'appui électoral (ECES), organise du 21 au 24 octobre 2019, à Libreville, un atelier de formation et de renforcement de capacités des acteurs électoraux institutionnels, aussi bien ceux de la société civile que des différentes institutions qui interviennent dans le processus électoral au Gabon.

L'objectif de ce séminaire, comme l'a expliqué Fabio Bargiacchi, co-fondateur et directeur exécutif de ECES, est de renforcer les capacités des acteurs électoraux, tant institutionnel que non institutionnel, à travers l'administration de sept modules, à savoir: les modes de gestion des élections, la crédibilité et la viabilité du fichier électoral au regard de l'état-civil et du casier judiciaire, les partis politiques, la communication pendant les processus électoraux, les capacités et les comportements des acteurs électoraux, les financements des élections, la diversité des juridictions dans le traitement des contentieux électoraux. "Et tout cela, dans la perspective de partager



Photo: Abel Eyeghe

Les acteurs électoraux, au cours des travaux.

notre expérience comparative qu'on a pu gagner dans les différents projets. Tout en sachant qu'il n'y a jamais un seul système pour pouvoir mettre en œuvre les standards internationaux électoraux ; et donc que chaque pays les adopte comme il le souhaite", a-t-il souligné.

Cet atelier va surtout aider à faire le bilan des élections passées sans justice et sans jugement pour quelqu'un.

Traoré Idrissa, le conférencier et ancien président du Conseil

constitutionnel du Burkina Faso, a précisé que cet atelier va surtout aider à faire le bilan des élections passées sans justice et sans jugement pour quelqu'un. "ECES compte aussi apporter sa contribution dans l'analyse objective et constructive du processus électoral au Gabon, à travers les modules que les experts qui sont ici présenteront avec la participation effective de cette rencontre et ECES croit bien que les recommandations issues de cet atelier par les acteurs gabonais contribueront à l'amélioration du processus électoral au Gabon."

Miroir du gouvernement Prendre le taureau par les cornes

IL ne vous aura pas échappé qu'avec la nouvelle maquette de L'Union, les rubriques ont fait leur réapparition. Au nombre de celles-ci figure le «Miroir du gouvernement» qui, comme son nom l'indique, pour coller aux désirs de nombreux lecteurs, reviendra, chaque mardi, sur l'activité gouvernementale, à l'aune d'un fait, d'un événement ou d'une manifestation.

Vu sous cet angle, difficile de faire l'impasse sur ce qu'il est désormais convenu d'appeler «l'affaire Wally». Non pas pour

relever le mutisme du gouvernement face à ce énième cas de placement des filles mineures, mais pour s'interroger s'il ne faudrait véritablement pas que les pouvoirs publics prennent le taureau par les cornes, pour tenter d'atténuer, à défaut d'enrayer, un fléau qui tend, hélas, à se banaliser et à prendre de l'ampleur dans notre société. Pour ce faire, le gouvernement ne pourrait-il pas envisager de durcir la législation en revoyant à la hausse les peines privatives et le montant des amendes contre tout auteur d'actes sexuels sur mineurs. Et contre tout individu qui, d'une manière ou

d'une autre, aurait participé à la commission de ces faits ?

De la même façon, ne serait-il pas opportun qu'il envisage de réguler la création et l'accès de tous ces sites de placement qui pullulent sur les réseaux sociaux. D'autant qu'à l'heure actuelle, ceux-ci sont aisément accessibles à des mineurs ?

Bref, tout ceci pour signifier qu'au vu de l'émotion suscitée par «l'affaire Wally», une réaction du gouvernement serait la bienvenue. Ne serait-ce que pour rassurer les nombreux pères et mères de famille et autres acteurs de la société civile qui,

à tort ou à raison, se sentent abandonnés par les pouvoirs publics. Tout en ayant le sentiment que leurs enfants sont des proies à la merci des prédateurs sexuels et autres pédophiles qui écument nos villes et villages.

Il va sans dire que la lutte contre tous ces comportements déviants ne saurait être efficace sans une implication réelle, franche, ferme et déterminée du gouvernement. La moralisation de notre société est aussi à ce prix !

J.KOMBILE MOUSSAVOU